

Courrier type banque suite à une SATD

Prénom Nom

Adresse

Code postal ville

Numéro de compte : *****

Nom de la banque Nom Prénom responsable ou conseiller

Adresse

Code postal ville

Objet : Exécution irrégulière d'une SATD fondée sur une loi de finances non votée

Madame, Monsieur,

Je souhaite attirer votre attention sur un point fondamental concernant la SATD récemment exécutée par votre établissement à la demande de la Direction générale des finances publiques. L'acte qui vous a été transmis repose sur des impositions issues des lois de finances pour 2023, 2024 et 2025. Or ces lois n'ont pas été adoptées par un vote du Parlement, mais ont été imposées par l'usage de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, ce qui les prive de tout caractère exprès et de toute valeur juridique en matière fiscale.

L'article 34 de la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 exige que la loi de finances de l'année autorise expressément la perception des impositions pour l'exercice concerné. Ce caractère exprès implique un vote formel du Parlement, condition indispensable au respect du principe constitutionnel du consentement à l'impôt consacré par l'article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. En l'absence de vote, il n'existe ni consentement parlementaire, ni loi expresse, ni autorisation légale de percevoir l'impôt.

Le Bulletin Officiel des Finances Publiques, publication BOI-CTX-DG-20-10-10 du 25 juin 2014, rappelle très explicitement qu'aucun prélèvement fiscal ne peut être opéré sans être autorisé par une loi expresse, qu'il ne suffit pas que l'impôt soit établi légalement, et que le Parlement doit permettre annuellement sa perception. Le même document indique que l'établissement ou le recouvrement d'impôts dépourvus de base légale est susceptible de constituer un acte de concussion, infraction pénale prévue à l'article 432-10 du Code pénal.

En procédant à l'exécution d'une SATD dépourvue de base légale, votre établissement a non seulement engagé une opération sans fondement juridique valable, mais a également participé à un prélèvement opéré en violation des textes régissant le consentement à l'impôt. La banque, qui n'est tenue d'exécuter que les actes administratifs disposant d'un titre exécutoire régulier, devient, en acceptant d'exécuter un acte inexistant en droit, complice d'une voie de fait et susceptible d'engager sa responsabilité civile, professionnelle et pénale. En effet, prélever des fonds sur un compte bancaire sans base légale et sans consentement éclairé du titulaire constitue une faute grave dans l'exécution du contrat bancaire et une atteinte injustifiée au droit de propriété garanti par l'article 17 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Je vous demande donc de m'indiquer la base légale précise permettant l'exécution de cette SATD et de justifier l'existence d'une loi de finances votée vous autorisant à opérer une telle ponction. En l'absence de loi expresse adoptée par le Parlement, je vous demande de procéder immédiatement à la rectification de mon compte, au remboursement intégral des sommes indûment prélevées, ainsi qu'à la restitution de l'ensemble des frais et agios occasionnés par cette opération irrégulière. Je vous demande également d'annuler tout prélèvement, blocage ou retenue encore en cours liés à cette procédure dépourvue de fondement légal.

Je vous remercie de votre diligence et vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le à Prénom Nom

Signature